

UNE APPROCHE INTÉGRÉE POUR AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS RURALES AU BURKINA FASO

Abdoulaye T. Ouedraogo



Si le renforcement de la résilience aux crises alimentaire et nutritionnelle des populations rurales a fait l'objet de plusieurs projets et programmes, le cloisonnement des différentes interventions menées n'a pas permis de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour répondre à cette problématique, la Fédération des professionnels agricoles du Burkina Faso (FEPAB) et l'ONG Gret ont développé une approche innovante, alliant agriculture et nutrition, l'approche « 3AN ».

Couverture Pour cibler les ménages les plus pauvres, le projet a adopté une stratégie basée sur l'approche HEA (Household Economy Approach)

La Boucle du Mouhoun est une région de forte production agricole, située à l'ouest du Burkina Faso. En effet, ses six provinces ont toujours été excédentaires. Par exemple, les taux de couverture des besoins céréaliers des provinces de Nayala, Mouhoun et Balé sont respectivement de 217 %, 220 % et 317 %. Les principales spéculations sont le maïs, le mil et le sorgho blanc. L'élevage, le maraîchage et les produits forestiers non ligneux tels que le karité constituent des sources de revenus supplémentaires et de diversification de l'alimentation des ménages. Ce fort potentiel agricole a valu à la Boucle du Mouhoun le qualificatif de « grenier du pays ».

Pourtant, les questions d'insécurité alimentaire et de prévalence de la malnutrition y restent préoccupantes. La proportion des ménages touchée par l'insécurité alimentaire est ainsi estimée à plus de 40 %, tandis que plus de 30,9 % des enfants de moins de cinq ans seraient concernés par la prévalence de la malnutrition chronique. Ce paradoxe repose sur la problématique du lien entre la production céréalière et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le projet Repam, une approche intégrée

Dans la mise en œuvre des projets et programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en

zone rurale traditionnels, les interventions agriculture/élevage, sécurité alimentaire et nutrition ont toujours été déployées de façon cloisonnée. Toutes les analyses réalisées s'accordent sur le fait que ce cloisonnement ne permet pas de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ayant pris conscience de ces limites, les acteurs du développement rural se sont engagés dans la mise en œuvre d'une approche reliant les trois volets des interventions. Cependant, sur le terrain, ces volets évoluent les uns à côté des autres sans une réelle intégration ni appropriation par l'ensemble des membres de l'équipe.

Le projet Résilience des populations pauvres et très pauvres et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam) vise à optimiser les impacts de l'agriculture sur la nutrition et à lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu rural. Dans cette optique, la Fédération des professionnels agricoles du Burkina Faso (FEPAB) et l'ONG Gret ont implémenté une approche associant des actions de relance à court terme et des stratégies intégrées à long terme en tenant compte du lien entre l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Une approche intégrée, qui a été déployée en sept étapes :

1. Lier agriculture et nutrition

Avant le projet Repam, l'articulation des actions entre agriculture et nutrition n'était pas systématique au

L'idée d'intégrer la nutrition dans les appuis agricoles pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable a vu le jour dans le cadre du projet Repam.



niveau de chacune des organisations porteuses du projet : les interventions de la FEPAB étaient centrées sur la lutte contre l'insécurité alimentaire, celle de Gret sur la nutrition.

L'idée d'intégrer la nutrition dans les appuis agricoles pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable a donc vu le jour dans le cadre de l'élaboration du projet Repam. La décision d'adopter cette approche a soulevé de nombreux questionnements : comment intégrer les questions de nutrition dans les appuis agricoles tout en maintenant l'approche Nutridev classique ? Quel profil doit avoir l'équipe de mise en œuvre ? Quel dispositif de formation et d'animation faut-il mettre en place ? Quels messages les animateurs doivent-ils délivrer ? Quels outils élaborer pour faciliter la mise en œuvre du projet ? C'est en tentant d'apporter des éléments de réponse à ces questions que

l'équipe de rédaction est parvenue à élaborer une stratégie de mise en œuvre innovante du projet.

2. L'élaboration du chemin d'impact

Elle a dans un premier temps essayé de comprendre par quels mécanismes les actions du projet pourraient entraîner des changements dans l'alimentation et la nutrition des populations pauvres et très pauvres. Avec l'appui du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'équipe a construit des chemins d'impact théoriques à partir des entretiens qualitatifs et des discussions avec les bénéficiaires potentiels, des experts et techniciens évoluant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

3. Une équipe technique pluridisciplinaire

Pour atteindre les objectifs poursuivis, les promoteurs du projet ont constitué une équipe composée d'un agronome, d'un ingénieur en élevage, d'un spécialiste en nutrition, d'un spécialiste en suivi-évaluation et formation et d'un pool d'animateurs endogènes issus en majorité des deux ONG.

4. Des animateurs ancrés dans les communautés locales

Issus du dispositif d'appui conseil de la FEPAB, les animateurs retenus pour exécuter les activités projet à la base ont été sélectionnés en raison de leur proximité et interactions quotidiennes avec les ménages bénéficiaires. Ils disposaient également déjà d'une certaine capacité d'animation. De plus, les sensibilisations de base effectuées par les animateurs en agriculture et celles plus approfondies conduites par les animateurs en nutrition étaient complémentaires. Par ailleurs, s'appuyer sur les animateurs endogènes, non professionnels et résidents des villages, était aussi vu comme un facteur de pérennité des actions du projet.

*Ci-contre Aicha Tamini
donnant de la bouteille
infantile fortifiée à sa fille
de six mois*

5. Un ciblage participatif

Pour cibler les ménages les plus pauvres, le projet a adopté une stratégie basée sur l'approche HEA (Household Economy Approach). Des acteurs institutionnels comme les services déconcentrés des ministères de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Action sociale, les mairies des communes d'intervention et les Unions provinciales locales de la FEPAB ont été mis à contribution dans la validation de la grille et de l'approche des enquêtes ménages. Au niveau des villages, des comités composés des représentants des différents quartiers, des groupements villageois, des responsables coutumiers et des élus locaux ont été mis en place pour la sélection et la validation des ménages pauvres. Ainsi, les résultats du ciblage participatif des ménages pauvres ont été approuvés à l'unanimité dans tous les villages.

7. Des outils de sensibilisation innovants

Plusieurs outils de sensibilisation ont été élaborés dans le cadre du Repam : des affiches, des films, une boîte à images. Ils permettent d'aborder la nutrition de façon indirecte, au travers de thèmes parlants pour les ménages (en lien avec la santé par exemple), tout en prenant en compte le cycle et les saisons agricoles. Ces outils constituent une base de questionnements et de dialogue plutôt que des préconisations trop strictes, qui ont souvent l'inconvénient d'être culpabilisantes. Avec eux, « on a évité au maximum de faire la leçon, » souligne un chargé de mission. Cela a permis de sensibiliser les populations, en particulier les outils bénéficiant des appuis sur le maraîchage, sur la diversité alimentaire et l'amélioration nutritionnelle des plats familiaux dont l'enjeu était de lier les besoins des groupements maraîchers et les besoins des plats familiaux.

Les défis rencontrés

La construction d'un dialogue entre deux « cultures » différentes fut un des défis rencontrés par l'équipe du projet Repam. Elaborer des outils de sensibilisation aux côtés d'acteurs intervenant d'une part dans la promotion de l'agriculture/élevage et d'autre part dans la nutrition, n'a pas été chose aisée. Comme l'a souligné un chargé de mission au début du projet, « même si on recherchait une synergie entre agriculture et nutrition, on n'arrivait pas à se comprendre [entre chargés de mission agriculture et nutrition]. » Par ailleurs, la méthode HEA, perçue comme une avancée par la communauté en ce qu'elle permet d'identifier des ménages pauvres et très pauvres au sein d'une communauté, a montré des limites liées à l'ambiguïté et l'imprécision de certains critères qu'elle propose. La subjectivité méthodologique qui en découle pourrait être exploitée par certains leaders d'opinion agissant au sein des communautés locales comme des courtiers du développement pour biaiser les résultats de la classification des populations.

De nombreux impacts positifs

La mise en œuvre du projet Repam a permis d'améliorer de façon globale la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Plusieurs impacts positifs ont ainsi été observés. En premier lieu, les rendements et la production céréalière ont augmenté de plus de 70 %. En conséquence, 67 % des ménages bénéficiaires ne connaissent plus de période de soudure et, pour les autres ménages concernés par le projet, la durée de cette période a été réduite de 90 %. La production agricole s'est par ailleurs diversifiée. La disponibilité et l'accès à une plus grande variété de denrées agricoles a



Ci-dessus Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, le projet Repam s'est principalement appuyé sur le ménage et non l'individu

6. Une formation mieux adaptée

La première formation dont les animateurs agriculture ont bénéficié s'est révélée peu adaptée. Il s'agissait d'une formation classique de type « nutrition spécifique », sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), utilisant des outils du ministère de la Santé (dépliant et boîte à images) pour délivrer des messages sous forme de préconisations. Trop éloignée de leur travail quotidien d'appui technique en agriculture/élevage, les animateurs agriculture ne se sont pas appropriés cette formation. Des observations effectuées sur le terrain ont révélé que les bénéficiaires des appuis agriculture/élevage ne mentionnaient pas la nutrition. Ces constats ont nourri les discussions au sein de l'équipe qui a décidé de réviser et d'adapter le contenu de la formation au public spécifique des animateurs agriculture. Tous les interviewés considèrent que le travail collectif réalisé, les formations conjointes ou l'élaboration des outils (film sur la diversification alimentaire, boîte à images...), a été un processus enrichissant.

permis aux ménages bénéficiaires dans leur ensemble d'améliorer la qualité de leur alimentation. Les connaissances nutritionnelles se sont renforcées, ce qui s'est traduit par une amélioration de l'ANJE. Plus généralement, l'état nutritionnel des enfants dans la région s'est amélioré, entraînant de facto une réduction de la prévalence de la malnutrition. Enfin, 78 % des ménages bénéficiaires du projet ont vu leurs revenus agricoles augmenter de plus de 69 %.

Le projet Repam a également contribué à renforcer les capacités des acteurs du développement. L'implication de ces derniers, intervenant dans la SAN dans la Boucle du Mouhoun, tout au long du processus leur a d'abord permis de prendre conscience de la nécessité de lier l'agriculture à la nutrition dans les programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les outils élaborés dans le cadre du projet pourront alimenter leur réflexion pour une plus grande intégration de la nutrition dans les plans nationaux d'investissement agricole. Aussi bien le développement de l'approche intégrée (articulant agriculture, élevage, transformation agroalimentaire et nutrition) que l'élaboration d'outils de sensibilisation novateurs ont constitué des innovations dans l'intervention pouvant servir dans d'autres projets.

Soulignons que la conceptualisation théorique du chemin d'impact du projet sur l'alimentation, l'implication du CIRAD dans la mise en œuvre du projet et la mise en place d'un système de gestion du partenariat, ont constitué autant de facteurs de réussite du projet Repam.



En conclusion, le projet Repam a permis de tirer plusieurs enseignements. Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, il s'est principalement appuyé sur le ménage et non l'individu. Une comparaison de nos résultats avec ceux d'autres projets ayant choisi de travailler essentiellement avec les femmes nous autorise à affirmer que le ménage constitue le meilleur rempart contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones rurales. L'intégration de la nutrition dans les appuis agricoles fut une des principales idées ayant animé la vie du projet. Les acquis réalisés en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la zone permettent de dire qu'elle constitue une des meilleures approches pour lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones rurales.

Ci-dessus Tous les interviewés considèrent que le travail collectif réalisé, les formations conjointes ou l'élaboration des outils a été un processus enrichissant



Abdoulaye T. Ouedraogo

est responsable Suivi-évaluation
à la FEPAB, basé au Burkina Faso.
ted.abdoul@gmail.com